

2016-06-06

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

---

### Projections économiques pour la Belgique – Printemps 2016

(Article pour la Revue économique du mois de juin 2016)

Cet article présente les nouvelles projections macroéconomiques concernant la Belgique pour la période 2016-2018, réalisées par la Banque dans le cadre des exercices de prévision de l'Eurosystème.

L'économie mondiale s'est encore ralentie au cours des derniers mois, influencée par les vents contraires émanant des économies émergentes et un certain essoufflement dans les économies avancées, notamment aux États-Unis. Dans la zone euro, l'activité a continué de croître à un rythme assez soutenu, malgré la dissipation progressive de deux facteurs qui avaient largement stimulé la croissance l'an passé, à savoir le repli des prix des produits pétroliers et la dépréciation de l'euro. Dans le contexte d'une politique monétaire toujours très accommodante et d'une orientation moins restrictive des politiques budgétaires, les perspectives de croissance pour la zone euro sont favorables et stables. Selon les projections de l'Eurosystème, le PIB en volume progressera de 1,6 % cette année, et de 1,7 % en 2017 et en 2018. L'inflation sera encore très faible cette année dans la zone euro, à 0,2 %, en raison du bas niveau des prix énergétiques et des pressions limitées sur les prix d'origine domestique, mais elle se redressera par la suite, pour atteindre 1,3 % en 2017 et 1,6 % en 2018, à la faveur du renchérissement des matières premières et du renforcement de l'activité.

En Belgique, l'activité a marqué le pas en ce début d'année, après une fin d'année 2015 vigoureuse. Les attentats terroristes de Paris et de Bruxelles ont certes des retombées négatives sur l'activité, en particulier via un moindre afflux de touristes et de voyageurs d'affaires, même si le gonflement des dépenses publiques de sécurité compense en partie cet effet. Globalement, l'incidence de ces attentats sur la croissance devrait toutefois être limitée et de courte durée. Après s'être établie à 1,4 % en 2015, la croissance reviendrait à 1,3 % en 2016 avant de se raffermir légèrement par la suite, à 1,5 % en 2017 et à 1,6 % en 2018.

La demande intérieure constituera le principal moteur de la croissance en Belgique sur l'horizon de projection. Si la croissance de la consommation privée fléchira quelque peu en 2016, en raison des mesures de modération salariale et de la hausse des taxes indirectes, qui grèvent le pouvoir d'achat, elle se rétablira à partir de 2017, fût-ce de manière moins rapide que le revenu disponible, ce qui entraînera une légère hausse du taux d'épargne. Grâce aux mesures limitant les coûts salariaux et à la dépréciation passée de l'euro, les entreprises ont bénéficié au cours des deux dernières années d'une nette amélioration de leur compétitivité-coût, ce qui a dopé leurs exportations. Dans un contexte d'accroissement de la demande mondiale, ces dernières demeureront vigoureuses en 2016 et au-delà, en dépit de la dissipation de l'effet « euro » et de la remontée des coûts salariaux - à partir de 2017 - qui érodera quelque peu l'avantage compétitif des exportateurs belges. Affichant une croissance modérée en 2016, les investissements se renforceront davantage dès l'an prochain, supportés par des conditions de financement extrêmement favorables et par le haut niveau de rentabilité des entreprises. Temporairement gonflées en 2016 par des facteurs exceptionnels liés notamment aux attentats terroristes, les dépenses publiques augmenteront plus modérément en 2017 et en 2018.

Le marché de l'emploi est en amélioration régulière depuis bientôt deux ans. Cette dynamique positive, imputable aux réformes structurelles, notamment en matière d'allocations de chômage, et aux mesures d'allègement des coûts du travail, devrait se poursuivre dans les prochaines années. En termes cumulés, au cours de la période 2016-2018, les créations nettes d'emplois atteindront 140 000 unités. Le taux de chômage se réduira à 7,8 % de la population active à l'horizon de 2018.

En avril, l'inflation en Belgique affichait un taux de 1,6 %, soit un niveau nettement supérieur à celui enregistré dans la zone euro. Les projections pour la Belgique font état d'une inflation moyenne de 1,6% en 2016, de 1,8 % en 2017 et de 1,9 % en 2018. La majoration des taxes indirectes - depuis l'automne de 2015 - contribuera amplement à la recrudescence de l'inflation en Belgique en 2016, tandis que en 2017 et en 2018, l'inflation sera davantage tirée par le renchérissement des produits énergétiques (et alimentaires), mais également par les pressions domestiques croissantes émanant des salaires. L'inflation sous-jacente, c'est-à-dire expurgée de l'influence des prix des composantes volatiles, avoisinera quant à elle 1,8% en moyenne au cours de ces trois années. Les coûts salariaux par unité produite dans le secteur privé, largement influencés par les diverses mesures d'allègement du coût du travail (en l'occurrence le saut d'index, la modération salariale et les réductions des charges patronales) se replieront encore un peu en 2016, avant de remonter plus franchement en 2017 et en 2018. Les marges des entreprises, qui se sont élargies en 2015, devraient encore progresser assez vivement en 2016 et plus modérément en 2017 et en 2018.

Les projections relatives aux finances publiques ont été établies conformément aux dispositions applicables aux exercices de prévision de l'Eurosystème, qui impliquent notamment de ne pas tenir compte des mesures dont les modalités ou le rendement ne sont pas suffisamment établis. Dans ce contexte, le déficit public se creusera à 2,8 % en 2016, grevé par des dépenses exceptionnelles (sécurité, crise migratoire) et par la réduction du ratio des recettes fiscales au PIB. Le déficit se résorbera à 2,4 % du PIB en 2017, en grande partie grâce à la baisse des charges d'intérêts, et il se stabilisera à ce niveau en 2018. La dette publique ne diminuera quasiment pas sur l'horizon de projection: en 2018, elle sera, à 106 % du PIB, à peine moins élevée qu'en 2015.

## Projections pour l'économie belge: synthèse des principaux résultats

(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

	2014	2015	2016e	2017e	2018e
<b>CROISSANCE</b> (données corrigées des effets de calendrier)					
PIB en volume	1,3	1,4	1,3	1,5	1,6
Contributions à la croissance:					
Dépenses intérieures, hors variation des stocks	1,8	1,3	1,2	1,5	1,6
Exportations nettes de biens et de services	-0,4	-0,3	0,2	0,1	0,1
Variation des stocks	-0,2	0,4	0,0	0,0	0,0
<b>PRIX ET COÛTS</b>					
Indice des prix à la consommation harmonisé	0,5	0,6	1,6	1,8	1,9
Indice santé	0,4	1,0	1,9	1,5	1,8
Déflateur du PIB	0,7	0,9	1,4	1,6	1,8
Termes de l'échange	0,0	1,3	0,3	-0,3	0,0
Coûts salariaux par unité produite dans le secteur privé <sup>1</sup>	-0,3	-0,3	-0,3	1,4	1,9
Coûts salariaux horaires dans le secteur privé <sup>1</sup>	0,6	0,4	0,2	2,0	2,5
Productivité horaire dans le secteur privé	0,9	0,7	0,5	0,6	0,6
<b>MARCHÉ DU TRAVAIL</b>					
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, milliers de personnes)	15,6	41,4	42,8	46,5	50,3
Volume total de travail <sup>2</sup>	0,5	0,8	0,8	0,9	1,0
Taux de chômage harmonisé (pourcentages de la population active âgée de 15 à 64 ans)	8,6	8,6	8,6	8,3	7,8
<b>REVENUS</b>					
Revenu disponible réel des particuliers	0,4	1,3	1,4	1,6	2,2
Taux d'épargne des particuliers (pourcentages du revenu disponible)	12,6	12,7	13,1	13,4	14,0
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>					
Besoin (-) ou capacité de financement des administrations publiques (pourcentages du PIB)	-3,1	-2,6	-2,8	-2,4	-2,4
Solde primaire (pourcentages du PIB)	0,1	0,3	-0,2	0,0	-0,2
Dette publique (pourcentages du PIB)	106,5	106,1	106,9	106,8	106,0
<b>COMPTE COURANT</b> (selon balance des paiements, pourcentages du PIB)					
	-0,2	0,0	0,1	0,4	0,7

Sources: CE, DGS, ICN, BNB.

<sup>1</sup> Y compris les subsides salariaux (principalement les réductions du précompte professionnel) et les réductions de cotisations sociales ciblées.

<sup>2</sup> Nombre total d'heures ouvrées dans l'économie.